

# Avanti !

**Courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse**  
**Bulletin n° 15 – Juin 2004**

---

Conseil de rédaction : *Sylviane Charles, Gérard Combes, Elisabeth Delest, Jean-Philippe Divès, François Laner, Grégory Lenormand, Léo Picard, Virginia de la Siega, Alexis Violet.*  
Pour vous abonner, vous désabonner, pour tout contact : [contact@avanti-lcr.org](mailto:contact@avanti-lcr.org)  
Retrouvez le bulletin *Avanti !*, d'autres textes, des liens... sur le site : <http://avanti-lcr.org>

---

**Dans ce numéro :**

**A nos chers disparus** (page 1)

**Ne pas attendre 2007... pour chasser Chirac et son gouvernement !** (page 3)

**BRESIL. Fondation du Parti Socialisme et Liberté (P-SOL)** (page 8)

---

## A nos chers disparus

Dans le courrier des lecteurs de *Rouge* du 13 mai, un certain A.A., autrement dit le camarade Antoine Artous, s'attaquait de façon assez inélégante à Léonce Aguirre, auteur la semaine précédente d'un article intitulé « *Les États-unis socialistes d'Europe* », l'accusant de ne pas avoir lu certaines publications de la Ligue sur le sujet et de ne pas les citer alors qu'il citait en revanche les revues *Carré Rouge* et *Contre-Temps*.

Certes, *Carré Rouge* n'est pas une publication de la Ligue, encore que si le BP avait accepté la demande d'adhésion de membres de son comité de rédaction, dans le cadre du « grand parti » que nous affirmons vouloir créer, on se serait vite rendu compte que les divergences ne sont pas plus importantes que celles qui s'expriment quotidiennement dans la LCR. Quant à *Contre-Temps*, les deux tiers de son comité de rédaction au moins, dont A.A. lui-même, sont membres de la Ligue. Alors, pourquoi ces lignes dans un courrier des lecteurs qui devrait effectivement leur appartenir, et non servir à des règlements de compte entre dirigeants ou anciens dirigeants ?

Là où le bât blesse, selon l'auteur de la lettre lui-même, c'est dans la formulation de la perspective des « *États-unis socialistes d'Europe* », qui aurait le tort de relever d'un « *propagandisme anticapitaliste abstrait* ».

J'ai relu « *l'ancienne mais très intéressante brochure de 1999* » dont parle A.A et qui s'intitule en réalité « *Urgence contre le chômage. Pour une Europe unie, démocratique et socialiste. Propositions de la LCR pour une autre Europe* » (c'est moi qui souligne, ici et par la suite). Cette lecture m'a poussé à prendre ma loupe de pèlerin et à relire également le « *Spécial Europe* » n° 31 de *Critique communiste* de décembre 1988, ainsi que le n° 137 de mai 1994.

En 1988, Livio Maitan écrivait à propos d'une alternative d'ensemble à l'Europe capitaliste : « *De tels changements ne sont possibles que par la création d'institutions politiques et sociales fondées sur des structures et des instruments de **démocratie directe*** », ajoutant : « *C'est dans une telle optique que les révolutionnaires doivent concrétiser leur propagande sur la nécessité d'opposer à l'Europe capitaliste de la CEE et de l'Acte unique l'idée d'une **fédération socialiste européenne*** ». Il parlait aussi de « *réorganisation démocratique, c'est-à-dire sous le contrôle direct des travailleurs et non des bureaucraties syndicales, de la sécurité sociale dans tous ses volets (maladies, retraite, etc.)* ». Il signalait que les luttes

seraient différentes d'un pays à l'autre, en précisant que « *le leitmotiv commun est nécessairement celui de l'auto-organisation* ». Cette orientation me semble assez claire.

En 1994, *Critique communiste* n° 137 titrait en couverture « *Dossier : Pour une autre Europe...* » et développait une toute autre ligne. Là, dans les articles de Francis Sitel et du futur chevènementiste François Dietrich, pas un mot sur une issue ressemblant un tant soit peu à celle proposée six ans auparavant par Livio Maitan. Seul l'économiste Maxime Durand haussait un tout petit peu le ton dans son article « *L'économie à la croisée des choix sociaux* », s'enhardissant à affirmer dans sa conclusion : « *Seul un projet européen progressiste, autrement dit internationaliste, peut constituer une alternative à l'enlèvement capitaliste et aux dérives nationalistes* ». En fait, à l'époque on progressait vers le marécage de la « cour des grands », vers la 5<sup>e</sup> roue de la carriole réformiste, c'était la non-révolution par étapes, l'ennemi était le libéralisme et non le capitalisme.

J'en viens à la brochure de 1999, au titre trituré par A.A. Le thème central en est incontestablement « *pour une Europe unie, démocratique et socialiste* » : la formule revient une dizaine de fois dans le texte, accompagnée par le contrôle des travailleurs sur les conditions d'emploi et d'embauche, ainsi que d'un contrôle sur la gestion de la force de travail dans les entreprises pour, entre autres, gérer l'évolution des retraites. Pour renverser les obstacles antidémocratiques, il faudra bousculer l'ordre établi, LO et la LCR se battant pour « *une autre Europe, une Europe socialiste dans un combat internationaliste* ».

Nous y précisons l'essentiel : « *L'état d'urgence économique impose d'enlever au patronat et aux financiers le contrôle absolu qu'ils exercent. Ils supposent des gouvernements 100% à gauche, s'appuyant sur les initiatives des salariés et des chômeurs, libérant l'immense potentiel d'aspiration au changement accumulé dans la société. Un ou plusieurs gouvernements de ce type, logés au cœur de l'Europe, provoqueraient une contagion politique rapide capable de surmonter l'encercllement qui brisa la Commune de Paris ou la Révolution russe d'octobre 17. Si elles se dotent de gouvernements appliquant une politique conforme aux besoins des exploités et des opprimés, les classes ouvrières d'Europe disposeront d'une base productive, scientifique et technique incomparable. Elles représenteraient en même temps un exemple et un point d'appui matériel pour les exploités dans le reste du monde.*

« *Inverser la logique dominante, passer du pouvoir d'une minorité qui exploite à celui de la majorité qui crée les richesses de la société, tels sont les objectifs du projet d'une Europe unie, démocratique et socialiste* ».

Alors là j'adhère, ça c'est une ligne, juste un petit amendement : remplacer 100% à gauche par socialiste... Mais dans ce contexte-là ce n'est pas absolument indispensable, d'autant qu'à la page suivante on nous propose une planification autogestionnaire et que l'on marche vers « *la refondation et la réappropriation d'un projet socialiste autogestionnaire* ». Ce qui, selon moi, veut dire que les travailleurs exerceront directement le pouvoir...

Venons-en au n° 168 de *Critique Communiste* du printemps 2003, directement cité par A.A. L'article de la rédaction (il n'est pas signé) a pour titre « *Les propositions de la LCR en 1996 et 1999* ». La première ligne est très drôle : « *Notre époque a la mémoire courte. Et ce défaut touche également parfois les révolutionnaires* ». Autocritique, direz-vous ! Pas du tout, ils se prennent au sérieux, c'est le Serpent du Jeu de Paume. Les trois têtes de chapitre sont : 1) « *Une révolution démocratique... et sociale (1999)* » (en petit, on explique que c'est un extrait d'une brochure qui parlait entre autre d'une Europe socialiste) ; 2) « *Une situation qui appelle une révolution démocratique européenne* » ; 3) précédant un texte du congrès de la LCR de 1996, « *Pour une construction politique permettant... (1996)* ». En passant on nous explique, après l'énoncé de plusieurs revendications : « *Ce chamboulement démocratique radical est le seul qui puisse donner corps à une Europe des citoyens...* »

Quand à l'article de fond, co-signé par Antoine Artous, Dominique Mezzi et Catherine Samary, il exclut le mot socialisme, tout comme l'article de A.A. titré « *Mettre au centre la citoyenneté et la souveraineté populaire* ». Seule Galia Trépère affirme que « *les conditions objectives pour une Fédération des États-Unis Socialistes d'Europe ont considérablement mûri depuis 80 ans* ». L'orientation développée dans ce *Critique communiste* n'est pas celle

qui avait présidé à la campagne électorale des européennes de 1999. Aujourd'hui, on affirme : « *Notre projet repose donc sur une démocratie qui aille jusqu'au bout...* »

Nous devrions donc être partisans d'une « *extension radicale de la démocratie qui ferait des citoyens d'Europe les véritables acteurs collectifs de leur vie* », nous explique-t-on en ajoutant que « *la condition sine qua non pour sa réalisation c'est l'appropriation collective et sociale des moyens de production...* ». Tout cela est-il possible dans le cadre du capitalisme ? Non, bien sûr et le laisser entendre ne peut que créer des illusions dramatiques pour les travailleurs. « *Une Europe sociale et démocratique* » telle qu'on nous la propose ne peut se concevoir que si on l'inscrit comme une première concrétisation de la perspective des « *Etats-Unis socialistes d'Europe* ». Sur ce point fondamental, c'est François Chesnais qui a raison dans *Carré Rouge* (n° 29, printemps 2004). « *Un spectre hante l'Europe : le libéralisme* », nous dit-on en oubliant de préciser que depuis plus de 150 ans, un suaire l'enveloppe : le capitalisme.

Comparons les perspectives de 2004, « *Sociale, féministe, écologiste, solidaire avec les pays en développement, la construction d'une Europe au service des peuples passe par la rupture avec les institutions actuelles et la construction de nouvelles institutions, basées sur des assemblées élues au suffrage universel...* » avec celles de 1999, « *La refondation et la réappropriation d'un projet socialiste, autogestionnaire, écologique, féministe, tournant le dos à la dictature des marchés comme à la caricature des régimes staliniens se forgera au travers de mobilisations d'envergure, de nouvelles pratiques, de nouvelles formes d'organisation. Elle se basera sur l'extension la plus large de la démocratie dans la société.* »

D'accord pour la démocratie mais d'abord dans les luttes, et c'est comme cela que l'on pourra virer Chirac et Raffarin avant 2007. La formule rituelle « battre X ou Y dans les luttes et dans les urnes » est lourde de confusion. Une perspective clairement anticapitaliste, telle qu'on affirme vouloir la proposer en 2004, ne peut se concrétiser qu'en privilégiant les luttes ; et « *l'extension radicale de la démocratie* » qui est préconisée ne peut faire le deuil d'une série de nos principes<sup>1</sup> – nos chers disparus – qui n'entrent pas et ne peuvent pas entrer dans le cadre de l'ordre bourgeois : le contrôle ouvrier généralisé, la planification démocratique qu'il autorise et l'autogestion, seule véritable expression de la souveraineté populaire.

Alexis Violet

---

## **Ne pas attendre 2007... pour chasser Chirac et son gouvernement !**

A quelques jours des élections européennes, la plupart des commentateurs annonce un nouveau « vote sanction » contre le gouvernement – même si l'on espère que cette fois-ci, contrairement aux régionales, il s'exprimera aussi à travers les listes LCR-LO, les seules à s'opposer plus ou moins clairement à l'Europe capitaliste libérale.

Nous verrons bien. Comme les élections précédentes, les européennes auront donc aussi, en particulier en France, une forte dimension « nationale ». Dans les conditions déformées propres à tous les scrutins, peut-être plus déformées encore que d'habitude vu le haut niveau d'abstention attendu, la lutte de classes se reflétera de toute façon le 13 juin. L'ensemble des principales forces politiques en est parfaitement conscient.

Après quelques tergiversations, et une fois rabroué par le « revenant » Jospin, le PS a repris les thèmes qui lui avaient réussi les 20 et 27 mars, ceux du vote-sanction et du « vote utile ». Au-delà de la question bien sûr capitale du nombre des postes de député européen qui reviendront à ses candidats, il s'agit pour ce parti de continuer à utiliser les échéances électorales afin de détourner les travailleurs de l'action directe dans les luttes, et ainsi de

---

<sup>1</sup> Selon le *Petit Robert*, les principes sont des « *règles d'action s'appuyant sur un jugement de valeur et constituant un modèle, une règle ou un but* ». Ici, on se réfère bien sûr à l'acception traditionnelle de ce terme par les marxistes révolutionnaires dans le cadre de leur combat.

sauver la mise à Chirac et Raffarin jusqu'à l'échéance constitutionnelle de 2007. « *Je ne suis pas favorable à ce que la rue prenne la place des urnes* », déclarait Hollande le 30 mars, « *aussi le PS suggère-t-il de faire des élections européennes, le 13 juin, une sorte de troisième tour électoral* » (*Le Monde*, 01/04/03, cité dans *Avanti!* n° 14). La nouvelle démagogie sur « *l'Europe sociale* » n'est qu'une posture électorale au service de cette politique.

Rien d'absolument différent au fond dans le cas du PCF, qui comme aux régionales prétend incarner l'aiguillon « social » qui serait nécessaire à une gauche unie refondée. Et de tenter, certes péniblement et avec des résultats pour le moins contrastés, de développer et mettre en discussion les propositions prétendument imaginatives les plus farfelues ; par exemple, moduler les cotisations d'assurance maladie des patrons en fonction de leur comportement plus ou moins social – comme s'il y avait des patrons sociaux ! Dans le même temps, ses militants opposent à ceux qui mettent en avant la nécessité de chasser Chirac-Raffarin-Sarkozy un « argument-choc » (sur lequel on reviendra plus loin) : « si le développement du mouvement social aboutissait à un tel résultat, il n'y aurait pas aujourd'hui d'autre alternative de gouvernement qu'une nouvelle mouture des gouvernements de gauche plurielle des années 1997-2002, dont on a bien vu les limites et l'échec ; pour éviter de retomber dans de telles ornières, la grande tâche de l'heure n'est donc pas de les chasser, mais d'élaborer et discuter un nouveau programme à gauche... ».

Pour leur part, les Verts suivent à peu près le même type de stratégie mais au plan « sociétal » (tant il est vrai que le « social » n'est pas leur tasse de thé...), en espérant notamment tirer profit de la très médiatique intervention de leur ancien candidat à la présidentielle, Mamère, sur le thème du mariage homosexuel.

En résumé, toute la gauche ex-plurielle est unie autour d'une même stratégie : préparer 2007 et, en attendant, éviter à tout prix que la légitimité de Chirac et de son gouvernement soit mise en cause.

C'est fort de ce soutien, ainsi que de celui de bureaucraties syndicales qui font tout pour limiter, diviser et différer les luttes, notamment face aux plans de démantèlement et privatisation de la Sécurité sociale et d'EDF-GDF, que Chirac a pu renommer Raffarin malgré leur déroute des régionales et qu'ils poursuivent pour l'essentiel la même politique qu'auparavant. Dès lors, ils considèrent également que les élections européennes ne sont pour eux qu'un mauvais moment à passer, devant lequel il convient de faire le dos rond avant de pouvoir rebondir. Attitude dont rend compte ainsi *Le Canard Enchaîné* du 2 juin : « *Chirac garde le moral. "C'est vrai qu'on vit un cycle merdique", a affirmé le chef de l'Etat, le 25 mai, devant des visiteurs. "Mais il faut globaliser tout ça. Dire que la Polynésie, c'est la suite des régionales ; et les européennes, la conséquence de tout le reste". Pour Chirac, "ça ne peut que s'arranger : après les européennes, on va avoir trois années sans élection. On a trois ans pour se refaire, trois ans pour reprendre la main".* »

### **Des vellétés sans suite**

Autant dire que pour l'extrême gauche, qui considère qu'il ne saurait être question de soumettre le mouvement ouvrier et populaire aux échéances institutionnelles, la bataille afin de développer et centraliser les luttes ainsi que l'auto-organisation (cette dernière s'exprimant aujourd'hui, à différents niveaux, à travers une série de regroupements interprofessionnels et de collectifs de lutte, notamment en défense de la Sécu) devrait être étroitement liée à l'objectif d'en finir au plus vite avec ce gouvernement dont la seule « légitimité » provient du soutien sans faille que lui accorde le Medef.

Ce n'est pourtant pas la politique qu'elle développe aujourd'hui. S'attendre à ce que Lutte ouvrière propose une perspective politique (autre que « votez pour nous aux élections ») aurait certes été faire preuve d'un optimisme démesuré. Peut-être pouvait-on en revanche l'espérer de la LCR. Mais les vellétés qui ont suivi l'immédiat après-régionales n'ont pas eu de suite.

Dans un premier temps, l'illégitimité de Chirac et de son gouvernement avait été soulignée et couplée à l'affirmation que « nous n'attendons pas 2007 ». C'est toutefois Raffarin qui est

rapidement devenu la cible unique<sup>2</sup>, alors que les conditions du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2002, avec son vote « républicain » d'union nationale ou bien « escroc, pas facho », font pourtant de Chirac le plus illégitime de tous les illégitimes<sup>3</sup> ! Faudrait-il en conclure que le seul dénouement concrètement envisagé et proposé est institutionnel, passant à travers une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale (après celle de 1997) qui serait prononcée par le même président de la République ? Peut-être. Juste après la déclaration, apparemment juste quoique légèrement ambiguë (puisqu'il n'y a pas à proprement parler de « gouvernement Chirac »), et surtout non suivie d'effet, « *Nous n'attendrons pas 2007 ! Il faut chasser le gouvernement Chirac par la rue et par les urnes* », la résolution politique adoptée par la direction nationale de la LCR au lendemain des régionales soulignait ainsi que « *la dissolution de l'Assemblée nationale peut devenir un mot d'ordre agitateur en cas d'accélération de la crise politique et/ou si un mouvement social d'ampleur se développe pour résister aux attaques du gouvernement.* »

Il reste que dans la presse centrale de la LCR, l'orientation décrite ci-dessus a été particulièrement éphémère. Lui a immédiatement succédé la ligne économiste<sup>4</sup> consistant à dire qu'il faut « *faire échec à Sarkozy* » car « *aujourd'hui s'ouvre une nouvelle étape pour préparer un mouvement d'ensemble afin de faire remballer au gouvernement ses réformes* » (*Rouge* n° 2060, 15 avril). Agrémentée, ça et là, d'affirmations telles que « *ils devront céder ou céder la place* » (comme s'il était envisageable, réaliste, que Chirac-Raffarin-Sarkozy cèdent sans devoir céder la place !), ou encore, « *pour nos revendications, nous n'attendrons pas 2007* ». Autrement dit, « il faut lutter ». Certes. D'ailleurs, « à gauche », en paroles personne ne le conteste. Cela étant, faudrait-il considérer pour autant qu'il y aurait quelque chance pour nos revendications... en 2007 ?

### **Les ravages du (néo)possibilisme<sup>5</sup>**

Bien évidemment, notre organisation n'est pas pour garder Chirac, Raffarin ou Sarkozy. Comment expliquer alors de tels errements ? La réponse est à rechercher dans une conception politique, profondément ancrée, selon laquelle on ne peut pas avancer des mots d'ordre ou des perspectives politiques qui n'apparaîtraient pas « possibles », pas réalisables à court terme, aux yeux d'une fraction suffisamment significative des travailleurs. Au lieu de tendre un pont entre le niveau moyen de conscience et les besoins de la lutte, on s'adapte ainsi au premier. Et l'on s'interdit de proposer aux exploités et aux opprimés une perspective politique indépendante, donc, également, de peser soi-même de façon effective sur la réalité politique et d'affirmer l'extrême gauche comme une authentique alternative.

C'est d'ailleurs le même problème qui se pose à propos des « Etats-Unis socialistes d'Europe » (voir l'article précédent) : dans cette conception, tant l'objectif des Etats-Unis socialistes d'Europe que celui de virer Chirac et son gouvernement doivent être confinés aux textes théoriques (et encore, remarque Alexis Violet...) ou aux résolutions de congrès, car

---

<sup>2</sup> *Rouge* n° 2058 du 1<sup>er</sup> avril 2004 titrait « *Chirac, Raffarin, illégitimes* » et soulignait la nécessité que « *s'organise un vaste mouvement pour les chasser* ». Dès la semaine suivante, Chirac se retrouvait cependant « hors jeu ». La « Une » du n° 2059 du 8 avril affirmait ainsi : « *Ils persistent et signent. De provocation en provocation, le chef du gouvernement confirme la mise en œuvre de ses contre-réformes libérales* » ; et titrait en gros : « *Dehors Raffarin et son gouvernement* ».

<sup>3</sup> Les partisans du « vote escroc, pas facho », y compris une bonne partie de la direction de notre organisation, avançaient alors l'argument qu'en noyant Chirac sous une montagne de votes de gauche, soit on contribuerait à lui lier les mains, soit on serait d'autant plus forts pour dénoncer son illégitimité s'il décidait de reprendre à son compte les exigences ultra-libérales du Medef. Certes, cet argument était particulièrement futile. Mais pourquoi diable ceux qui le mettaient en avant il y a deux ans ne disent-ils pas aujourd'hui que Chirac doit partir et que s'il persiste – comme c'est le cas – il faut se donner l'objectif de le chasser ?

<sup>4</sup> Les marxistes révolutionnaires entendent traditionnellement par « économisme » ou ligne « économiste » une orientation se bornant à répondre aux revendications « économiques » des travailleurs (auxquelles il faudrait ajouter aujourd'hui les revendications portées par une série de mouvements sociaux – féministe, antiraciste, écologiste et antinucléaire, etc.), sans poser les questions politiques centrales c'est-à-dire celles qui ont trait à la question du pouvoir.

<sup>5</sup> Voir plus loin la note 6 et la partie du texte auquel elle se réfère.

les avancer et les défendre sur la place publique relèverait d'une terrible déviation, appelée le « propagandisme abstrait ».

Ajoutons qu'il en va de même avec « *la perspective d'un nouveau pouvoir, un gouvernement du monde du travail appuyé sur ces mobilisations sociales et appliquant un programme anticapitaliste ouvrant la voie au socialisme démocratique* ». Une telle mention est bonne pour les Thèses politiques<sup>6</sup> adoptées par le dernier congrès de la LCR, mais pas pour la politique à développer concrètement et quotidiennement. Il ne faut pas rechercher ailleurs la raison du fait, a priori surprenant, que les listes LCR-LO aux régionales aient été les seules, de toutes les listes en présence, à n'avoir eu strictement rien à dire sur qui devrait gouverner les régions et le pays, comment et pour quoi faire (la LCR n'ayant pas non plus répondu à cette question dans sa campagne propre). Et l'on peut également se demander si le renvoi aux calendes grecques de la « nouvelle force anticapitaliste » ne procède pas, pour partie, de la même logique.

Cette conception a été récemment explicitée par ceux qui sont parmi ses défenseurs les plus conséquents à l'intérieur de la LCR, les camarades du courant Démocratie révolutionnaire : « *La question n'était pas et n'est pas de "virer Chirac" car pour le mouvement ouvrier elle ne se pose pas indépendamment des solutions que lui est prêt à mettre en avant. Elle est, nous y reviendrons, de se donner les moyens d'imposer ses revendications contre le gouvernement. Qu'ils cèdent ou qu'ils partent ! Oui, nous ne craignons pas de créer une crise politique par nos luttes. Et cela quel que soit le gouvernement.* » (article d'Yvan Lemaître dans *Débat militant* n° 45, début avril 2004).

Et d'enfoncer ensuite le clou de ce néo-possibilisme : « *Il n'est pas juste de laisser croire qu'il y aurait un débouché politique hors des rapports de force réels et de la politique des différents partis. Nous disons : profitons de la faiblesse de ce gouvernement pour imposer nos revendications sans craindre d'aggraver la crise politique que craint le PS. Oui, la rue peut gouverner. Quel que soit le gouvernement tout dépend de nous ! La gauche social-libérale est couarde parce que, quant au fond, elle n'a pas d'autre politique que celle de la droite. Nous ne pouvons lui accorder la moindre confiance. La seule réponse est de nous donner les moyens d'imposer notre contrôle et de construire, à terme, un rapport de force qui nous permette de mettre en place notre propre gouvernement, celui des travailleurs et de leur organisation. Aujourd'hui, nous n'en sommes pas là.* »

Autrement dit, puisqu'en réalité « la rue ne peut pas gouverner maintenant », puisqu'une telle formule ne vaut que pour une propagande destinée à des cercles restreints, il ne faut pas donner l'objectif de chasser Chirac car cela aurait pour seule conséquence de remettre en selle la gauche ex-plurielle (pas de « débouché politique hors des rapports de forces réels et de la politique des différents partis »). On voit ici un continuum de pensée avec l'argument que nous opposent les militants du PCF avec lesquels nous sommes amenés à débattre de cette question : parce que la question du gouvernement ne serait pas posée, en tout cas pas concrètement, il faudrait s'autolimiter à une démarche étapiste remettant à des lendemains meilleurs les réponses en terme de gouvernement et de pouvoir. Pour les uns, il s'agit donc de préparer en symbiose avec la mobilisation populaire un nouveau programme réformiste. Pour les autres, plus ambitieux et quant à eux révolutionnaires, « d'imposer notre contrôle » (mais sur quoi exactement ?) afin, « à terme », de proposer enfin une issue politique... mais pas avant le moment où l'on prendra le pouvoir !

### **Virer Chirac et son gouvernement : une perspective et un mot d'ordre pleinement actuels**

Au rebours des différentes variantes de possibilisme, cette conception si anciennement ancrée dans notre culture nationale « pragmatique » (non dialectique) et dans notre mouvement ouvrier<sup>7</sup>, nous devons au contraire agiter systématiquement – et devons peut-

---

<sup>6</sup> D'où elle est d'ailleurs tirée. Ces Thèses n'ont pas été éditées, ni à l'interne ni publiquement, dans leur version définitive.

<sup>7</sup> Le « possibilisme » a été, à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, la bannière des premiers socialistes réformistes français, qui s'opposaient alors à la tendance animée par Jules Guesde et qui tentèrent notamment en 1889, en alliance avec

être le faire durant toute une étape – que puisque Chirac et son gouvernement ont perdu toute légitimité et de plus s'obstinent à matraquer les salariés en appliquant les contre-réformes du Medef, il faut les chasser sans attendre 2007.

Les chasser comment ? Par tous les moyens possibles et avant tout ceux de la mobilisation, des luttes, de l'action directe puisqu'après les européennes, plus aucune échéance électorale (sauf éventuel référendum sur la « Constitution européenne ») n'est prévue avant la présidentielle et les législatives de 2007.

Mais est-ce possible, est-ce réalisable ? En développant les luttes, bien sûr. Il existe d'ailleurs des précédents dans notre histoire sociale et politique contemporaine. Non seulement les législatives consécutives à la dissolution chiraquienne de 1997, qui avaient constitué dans une large mesure un résultat différé du mouvement de novembre-décembre 1995, mais aussi la démission de De Gaulle en 1969, après l'échec de son référendum plébiscitaire sur – déjà ! – « la décentralisation ». On l'oublie souvent un peu vite, mais un mot d'ordre éminemment politique avait unifié le mouvement de mai et juin 1968 : « De Gaulle, dix ans ça suffit ! ». Cet objectif n'avait pas été atteint sur le champ, mais la victoire un an plus tard du Non entraînant automatiquement le départ du « général » avait à l'évidence traduit au plan politique les nouveaux rapports de forces construits durant Mai 68.

Il est un fait que Chirac a « volé » l'élection présidentielle de 2002 grâce à un concours de circonstances résultant des mécanismes institutionnels particulièrement anti-démocratiques de la V<sup>e</sup> République. N'est-il pas alors temps, n'est-ce pas une raison supplémentaire de dire maintenant : « Chirac, 9 ans ça suffit » ?

Mais cela changera-t-il quelque chose à la situation des salariés, des chômeurs, des retraités ? A cette question, légitime lorsqu'elle émane de travailleurs du rang, nous répondons que si Chirac et son gouvernement étaient chassés par une mobilisation de masse, dans tous les cas, quel que soit le gouvernement qui prendrait leur suite, les conditions seraient de toute façon incomparablement meilleures pour bloquer les attaques patronales, rattraper tout le terrain perdu avec l'application des contre-réformes et imposer les revendications ouvrières et populaires. A l'inverse, si se produisait en 2007 une nouvelle « alternance » dans le respect des échéances institutionnelles et après que les contre-réformes du Medef aient encore déferlé pendant trois années, la situation serait certainement moins favorable pour le mouvement des travailleurs.

Quant à l'argument selon lequel, faute d'alternative à gauche, c'est Le Pen et le FN qui pourraient succéder à Chirac et à l'UMP, il relève du fantasme intéressé, fonctionnel à la défense de l'ordre établi : toute l'expérience récente a au contraire montré que les démagogues fascistes piquent du nez en présence de grands mouvements sociaux, et ne relèvent la tête que lorsque ceux-ci refluent ou échouent.

S'agissant des revendications, rappelons-nous encore Mai 68 : De Gaulle n'avait pas été chassé sur le champ, il avait fallu attendre un an, mais les travailleurs avaient néanmoins arraché une série de conquêtes (des augmentations substantielles des salaires, une semaine supplémentaire de congés payés, la reconnaissance de droits syndicaux) à la suite des « Accords de Grenelle », même si ces derniers avaient fondamentalement pour objectif (partagé par leurs trois signataires : gouvernement, patronat et bureaucraties syndicales) de mettre fin à la grève générale en résorbant une crise qui avait par bien des aspects un caractère révolutionnaire.

Certes, l'expérience de 1997, avec l'arrivée au gouvernement de la gauche plurielle, ne semble pas parler dans le même sens : au contraire de leurs promesses électorales « antilibérales », le PS, le PCF et les Verts avaient commencé par fermer l'usine de Vilvoorde puis multiplié les privatisations et en général les mesures libérales ; si le chômage avait reculé, c'était parce que l'économie capitaliste avait bénéficié d'une forte « croissance » et la plupart des nouveaux postes de travail créés avaient été précaires et mal payés ; les « 35 heures » de Jospin et Aubry n'avaient bénéficié qu'à une partie des salariés les mieux payés, aggravant les conditions d'existence de la grande majorité des travailleurs... Oui,

---

un courant syndicaliste britannique, de s'opposer à la fondation de la Deuxième Internationale sur les bases du marxisme.

mais : à l'époque, une large majorité de la classe des travailleurs nourrissait encore de très fortes illusions envers cette vieille gauche capitaliste. Or ce n'est plus le cas aujourd'hui où, dans tous les cas, les illusions sont incomparablement moindres. Même si c'était donc à nouveau les mêmes qui dans un premier temps revenaient aux affaires, ils auraient incomparablement plus de mal à s'opposer à la volonté populaire.

Est-ce à dire qu'après avoir chassé Chirac et son gouvernement, il faudrait se résigner à voir revenir aux affaires une coalition du PS, du PCF et des Verts ? Bien sûr que non ! Pour notre part, nous militons pour une tout autre perspective, pour un autre gouvernement et un autre pouvoir : un Gouvernement de la Rue, des travailleurs et des opprimés. Ou, pour reprendre la formulation des Thèses politiques du congrès de la LCR de novembre-décembre 2003, « *un gouvernement du monde du travail appuyé sur ces mobilisations sociales et appliquant un programme anticapitaliste ouvrant la voie au socialisme démocratique* ». C'est en développant la lutte et l'auto-organisation pour nos revendications et pour virer Chirac-Raffarin-Sarkozy, que nous pouvons dès à présent en construire les prémisses. C'est d'ailleurs la seule façon de le faire.

Jean-Philippe Divès

---

## **BRESIL**

### **Fondation du Parti Socialisme et Liberté (P-SOL)**

*Nous reproduisons ci-après le communiqué que vient de publier la direction provisoire du P-SOL pour rendre compte de la fondation de ce nouveau parti, lancé par les « radicaux » brésiliens afin d'offrir une alternative à la trahison et à la faillite du PT. Le programme adopté par la conférence de fondation sera disponible en français d'ici quelques jours sur notre site Internet. Les militants lisant le portugais peuvent trouver dès à présent ce document ainsi que de nombreux autres textes (de militants et dirigeants du parti ainsi que de ses différents courants internes) sur le site de la revue électronique *Marxismo Revolucionario Atual*, [www.mra.xq.com.br](http://www.mra.xq.com.br). Face aux défis considérables qui attendent le P-SOL, nous devons dès à présent l'entourer de la solidarité internationale la plus large et active !*

Le Parti Socialisme et Liberté est né. Le P-SOL a été fondé par 750 délégués venus de 22 Etats du pays<sup>8</sup>, réunis à Brasilia les 5 et 6 juin 2004. Son impulsion initiale avait été donnée par les parlementaires Heloísa Helena, Babá, Luciana Genro et João Fontes, les dits « radicaux » qui se sont affrontés à la direction du PT et à son gouvernement au service du capital national et international, des banquiers et des grands propriétaires terriens, et dont les mesures attaquent les droits et les intérêts du monde du travail. Mais ces parlementaires n'étaient pas seuls. Se sont toujours tenus à leurs côtés, et ont co-fondé le P-SOL avec eux, des centaines de représentants des mouvements sociaux, de militants des campagnes et des villes, de dirigeants des grèves et mouvements syndicaux, étudiants et populaires, de militants des droits de l'homme et des droits civiques, des mouvements de noirs et de femmes, de toutes les expressions les plus variées de la résistance à la barbarie capitaliste.

Beaucoup de ceux qui ont été à la tête de la grève nationale en défense des retraites publiques, en 2003 (processus de lutte qui a marqué le premier grand mouvement de soutien social à notre projet) ont participé à la réunion de fondation du P-SOL. Le parti naît en affirmant la nécessité de battre le modèle néolibéral, d'impulser la mobilisation des travailleurs et des opprimés, de construire une alternative politique de rupture avec le capitalisme afin de gouverner le pays en réorganisant complètement l'économie et la société, en fondant la production sur les besoins sociaux et non sur la logique privative, égoïste et destructrice du capital.

Nous nous enorgueillissons de compter parmi les premiers signataires du document de fondation les meilleurs intellectuels de la gauche brésilienne. Le sociologue Chico de

---

<sup>8</sup> Les réunions constitutives du nouveau parti dans les différents Etats ont réuni au total 8.000 militants (NdT).

Oliveira, l'un des fondateurs du PT, en fait partie. Il s'est désaffilié du PT au moment où nos parlementaires ont été exclus, en décembre 2003. Aujourd'hui, toujours avec les parlementaires, il fonde un nouveau parti pour préserver les bannières historiques du socialisme car, comme il l'a lui-même affirmé au début de la conférence nationale de fondation, « *le 21<sup>ème</sup> siècle sera socialiste ou ne sera pas* ». Avec lui se trouvent le philosophe Paulo Arantes et Ricardo Antunes. De Rio de Janeiro est venu le philosophe Carlos Nelson Coutinho, et Leandro Konder figure également dans la liste des 101 fondateurs légaux du parti. Paulo Arantes a ainsi à ses côtés, dans le champ de la philosophie, deux camarades de sa stature intellectuelle. L'ex-député fédéral Milton Temer complète cette première équipe ; actuellement vice-président de l'Association brésilienne de presse, Temer a été en plus d'une occasion, dans un passé récent, le candidat unitaire de la gauche du PT contre la direction majoritaire du parti. Il est aujourd'hui l'un des fondateurs du nouveau parti et un membre de sa direction nationale.

Tous ces engagements témoignent de la force de l'idée du P-SOL, de la nécessité historique qu'il représente, du soutien social et intellectuel dont il bénéficie. Le programme et les statuts provisoires approuvés lors de la conférence expriment cette nécessité en affirmant le caractère anticapitaliste, anti-impérialiste et démocratique du parti, son objectif de construction d'une société socialiste, dans la démocratie, la liberté, le respect des droits de l'homme, des droits civiques et de la nature. Le parti assume les acquis historiques du combat pour le socialisme : l'appel à la mobilisation pour les revendications de la classe des travailleurs, telles que la lutte pour l'amélioration des salaires, pour le droit au travail, pour la terre à qui veut la travailler, tout comme la nécessité de lutter contre l'impérialisme, de rompre avec l'ALCA [*Zone de libre-échange des Amériques*] et avec le FMI, d'en finir avec la saignée de ressources provoquée par le paiement de la dette extérieure, en assurant un renversement complet de la logique économique, en garantissant des ressources pour la santé, l'éducation et les infrastructures. De même le nouveau parti surgit-il en assumant clairement un profil d'opposition de gauche au gouvernement Lula, qui applique une politique au service de la finance en même temps qu'il offre aux travailleurs le salaire minimum honteux de 260 reais [*moins de 100 euros*].

Les statuts approuvés fixent les cadres de fonctionnement du nouveau parti. Un parti démocratique, avec de larges débats, qui stimule la critique et l'autocritique, la créativité et l'élaboration collective. Avec les plus larges droits de tendance tout comme la conscience du besoin de l'unité dans l'action, mais une unité forgée à travers la conviction et la compréhension commune des tâches. Un parti militant, déterminé à se construire comme parti politique du monde du travail, lié étroitement à sa vie quotidienne comme à son futur. C'est pour cela même que l'avenir du P-SOL est assuré : parce que le monde du travail résiste, lutte et qu'il vaincra.

La direction nationale et le comité exécutif ont été élus par acclamations ; tout comme le nom d'Heloísa Helena comme principale porte-parole du P-SOL, dont ainsi elle prend aussi la présidence. Grâce à sa force et à sa représentativité, tous les militants du P-SOL savent que notre parti dispose d'un énorme atout : nous sommes en condition de présenter une alternative nationale également sur le terrain électoral.

Maintenant qu'ils ont adopté le programme, les statuts, et élu la direction provisoire, les militants du P-SOL vont avoir dans les mois à venir pour tâche centrale de développer dans leurs Etats les différentes luttes sociales : la résistance populaire en défense des revendications contre la réforme syndicale et du droit du travail, contre la réforme universitaire, en défense de la réforme agraire, des sans-toit, en soutien aux luttes de tous les secteurs. Simultanément, nos militants devront commencer à structurer les organismes du parti dans les Etats et commencer la récolte des 438.000 signatures<sup>9</sup> pour garantir l'enregistrement définitif de notre parti. L'ambiance de victoire dans laquelle s'est conclue la

---

<sup>9</sup> C'est ce qu'exige la nouvelle réglementation (adoptée par les partis parlementaire déjà existants pour empêcher l'apparition de nouveaux partis) afin de bénéficier de « l'enregistrement » (« *legenda* ») et ainsi pouvoir notamment se présenter aux élections. Aucun parti existant légalement enregistré n'a eu à franchir un tel obstacle – ce que bien peu auraient été en condition de faire (NdT).

conférence nous a apporté la certitude que cette tâche serait remplie par les militants avec détermination et enthousiasme.

La conférence de fondation s'est déroulée en présence de délégations internationales venues des Etats-Unis, d'Argentine, du Paraguay, de Suède et d'Angleterre. Des saluts avaient été envoyés par des organisations de Suisse, d'Angleterre, d'Uruguay, du Panama et du Pérou.

La date de la prochaine conférence nationale du P-SOL est d'ores et déjà fixée : elle aura lieu en janvier 2005, pendant le Forum social mondial de Porto Alegre.

*Comité exécutif du P-SOL*

Brasilia, 7 juin 2004